

# COP21

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 5 novembre 2015

**Mille et une manières d'empêcher les militants et les citoyens de « perturber » la COP21 !**

Des indices convergents amènent les militants de la société civile (en particulier ceux regroupés au sein de « La Coalition climat 21 », qui fédère quelque 130 organisations) à penser que les citoyens ne sont pas les bienvenus à la COP21. Autant des manifestations comme « Solution climat 21 » que les grandes entreprises du CAC40 vont organiser au Grand Palais ne semblent pas poser problème, autant la présence de plusieurs dizaines de milliers de militants venus des quatre coins du monde angoisse le gouvernement de Manuel Valls !

Effectivement, comment empêcher ces citoyens, conscients que rien d'important ne se dira lors de cette grand-messe onusienne, mais convaincus d'être les victimes des dérèglements climatiques conséquence de ce système à la recherche du profit immédiat, comment leur interdire de « prendre la main », de montrer les alternatives et même de manifester ? La solution semblerait-elle trouvée ?

## **Menacer et stigmatiser les militants...**

Lorsque le 20 juillet dernier, le Tour Alternatiba était passé de France en Allemagne, la police allemande, à la demande expresse du gouvernement français, avait contrôlé l'identité de tous les cyclistes présents, avec menaces en cas de refus ! Ces militants avaient finalement accepté de décliner leur identité pour ne pas mettre en retard le périple ! Ironie ou stupidité, dix jours avant cette menace la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, avait attribué le label « COP21 » au Tour Alternatiba ! Belle incohérence !

## **Interdire l'entrée sur le territoire national des militants étrangers...**

Plus on se rapproche de l'événement, plus ce gouvernement, aux aguets, à la crédibilité fragile, renforce les mesures de sécurité. Il s'apprête à rétablir les contrôles aux frontières pendant la durée de la COP21, pour se prémunir « en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ». Des terroristes seraient-ils inquiétés ? Pour l'instant sont visés d'éminents membres de la société civile, mobilisés sur les questions climatiques qui, eux, ont des choses à dire. Juliette Rousseau, porte-parole de « La Coalition climat 21 » pointe par exemple la difficulté d'obtention des visas pour plusieurs personnalités. Ainsi, le président d'ATTAC-Togo vient d'essuyer un refus : « Son déplacement ne serait pas motivé ! » alors qu'il avait une invitation à la fois de la Coalition, et d'ATTAC-France. Autre exemple, celui de Mouhad Gasmi, à la pointe du combat contre les gaz de schiste en Algérie. « Le 21 octobre, ce militant se rend au consulat de France à Alger, muni de l'invitation de la Coalition Climat 21, pour faire sa demande de visa. Le consulat lui accorde bien un rendez-vous, mais celui-ci n'aura lieu que le 5 janvier 2016, soit un mois après la fin de la COP 21 ! ». Là encore, prenant conscience de la stupidité de tels agissements le gouvernement recule et au final ils pourront venir !

### **Rendre difficile (voir impossible) leur hébergement !**

La question de l'hébergement est d'importance. Près de 40 000 personnes sont attendues dans la capitale. Là encore, la Coalition Climat 21 demande depuis des mois plus de 20 000 places (gymnases, auberges de jeunesse, etc.). « Pour le moment, on nous assure à peine 1 000 places, et la ville de Paris traîne des pieds », explique Juliette Rousseau alors que « les logements vides ne manquent pas. » En mars dernier, les élus des grandes villes et des départements avaient assuré mettre en œuvre des solutions. Anne Hidalgo par exemple s'était engagée à être « exemplaire en termes d'hébergement. » Mais les promesses ne sont pas tenues. Du coup, certaines ONG envisagent de remettre en cause leur venue ». Si l'on peut trouver plusieurs dizaines de millions pour organiser les Jeux

olympiques, on ne sait mobiliser un sou pour héberger les militants de province ou de l'étranger.

Le moment venu, rendre la vie quotidienne de ces militants compliquée...

Si le territoire de la région Île-de-France est relativement bien irrigué par les réseaux de transport en commun, les déplacements en son sein restent complexes et coûteux, surtout pendant la COP21. Lors d'une première rencontre avec le STIF (syndicat des transports Île-de-France), la Coalition Climat 21 avait posé la question de la mise en œuvre d'une sorte de carte au prix adapté pour ce public militant. Là encore, échec, l'autorité de transport de l'Île-de-France ne bougera pas le petit doigt « ils n'ont qu'à acheter des cartes Navigo ! ».

Pris un à un, ces événements ne font pas sens et peuvent apparaître comme des actes individuels souvent risibles ! Rapprochés les uns des autres, l'ensemble devient politiquement cohérent. On peut en deviner la raison ! L'ensemble des associations, des syndicats et autres organisations, regroupés au sein de la « Coalition climat 21 » sont convaincus que les gouvernements ne feront rien et que c'est maintenant aux citoyens de prendre en charge les questions du changement climatique.

Et cela, quelque part, doit inquiéter les tenants du système !  
Non ?

**René Durand**